

Monsieur le président, le motion que nous discutons aujourd'hui n'a aucun fondement et est tout à fait illogique. Qu'il me soit à nouveau permis, comme j'en ai déjà eu l'occasion à la Chambre, d'exposer la situation telle qu'elle est, sans détour.

Que je sache, les États-Unis n'ont jamais revendiqué une liberté totale et illimitée d'investissement au Canada à la table des négociations. S'ils l'avaient fait, nous aurions refusé. Nous rejeterions toute demande semblable, et notre négociateur le sait. Il faudrait qu'une entente de cette nature soit réciproque, et les États-Unis eux-mêmes n'y sont pas disposés. En fait, les Américains restreignent l'investissement étranger dans certains secteurs clés. Ils le limitent dans des domaines, par exemple, comme l'aviation, la radiodiffusion et les télécommunications.

Le projet de loi sur le commerce, que la Chambre des représentants vient d'adopter, prévoit l'examen de l'investissement étranger en fonction de la "sécurité nationale" et du "commerce essentiel". Cette mesure permettrait au gouvernement américain de bloquer tout investissement qui risque de nuire à ces secteurs. Ce genre de mesure traduit bien la progression du protectionnisme aux États-Unis.

Mes collègues du Cabinet, y compris le premier ministre et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Clark, et moi-même n'avons cessé de répéter à la Chambre et ailleurs que toute entente sur le libre-échange avec les États-Unis protégerait notre souveraineté politique et notre identité culturelle. Il y a à peine deux mois, la Chambre a même adopté à la quasi-unanimité une résolution qui allait tout à fait dans ce sens.

L'exercice de la souveraineté politique consiste notamment à prendre des décisions qui servent au mieux les intérêts économiques du Canada. Contrairement à l'opposition, le gouvernement actuel ne croit pas que l'investissement étranger est mauvais en soi. Nous croyons que l'investissement étranger peut créer des emplois dont nous avons tous besoin au Canada. C'est pourquoi nous avons aboli le Programme énergétique national. C'est pourquoi nous avons remplacé l'Agence d'examen de l'investissement étranger par Investissement Canada et ouvert la porte du Canada aux investissements de toutes provenances. L'an dernier, l'investissement étranger a atteint un niveau record. A l'instar de mes collègues du Cabinet, je passe beaucoup de temps à l'étranger pour inviter des investisseurs éventuels à placer leur argent au Canada et à créer de nouveaux emplois pour les Canadiens.